

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2013, ch. 40 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 147, No 26 (2013-12-18)

O

Océans, Loi sur les — 1996, ch. 31

(*Oceans Act*)

Le ministre des Pêches et des Océans

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 115; 1998, ch. 15, art. 35; 2002, ch. 7, art. 223
art. 39.3, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 39.12, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 41, 1999, ch. 31, art. 170(F); 2005, ch. 29, art. 36 dispositions conditionnelles, 1996, ch. 31, art. 53
EEV, 1996, ch. 31, la loi, à l'exception de l'art. 53, en vigueur 31.01.97 voir TR/97-21
EEV, 1998, ch. 15, art. 35 en vigueur à la sanction 11.06.98
EEV, 1999, ch. 31, art. 170 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, art. 223 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 29, art. 36 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-95

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34

(*Public Sector Pension Investment Board Act*)

Le président du Conseil du Trésor

art. 3, 2003, ch. 22, al. 224z.72)(A); 2005, ch. 30, art. 47 et 50; 2006, ch. 9, art. 295; 2009, ch. 2, art. 381, ch. 23, art. 336; 2013, ch. 33, art. 231
art. 3.1, ajouté, 2006, ch. 4, art. 217
art. 4, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)
art. 6, 2009, ch. 2, art. 382; 2010, ch. 12, art. 1763
art. 9, 2006, ch. 9, art. 296
art. 10, 2003, ch. 22, al. 225z.18)(A); 2005, ch. 10, al. 34(1)*r*)
art. 14, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)
art. 25, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)
art. 27, 2006, ch. 9, art. 297
art. 36, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 37, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 38, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 39, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 40, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 41, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 42, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 43, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 44, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 48
art. 45, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 48
art. 46, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 47, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)
art. 48, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 49
art. 118, 2003, ch. 26, art. 38
art. 120, 2003, ch. 26, art. 39
art. 128, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 129, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 130, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 131, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 132, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 160, abrogé, 2003, ch. 26, art. 42
art. 168, abrogé, 2003, ch. 26, art. 43
art. 172, 2009, ch. 13, art. 15
disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 50
disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 358
dispositions transitoires, 1999, ch. 34, art. 229
EEV, 1999, ch. 34,
— art. 1 à 52, par. 53(1), la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), par. 53(3), art. 54, 61, par. 62(2), (4) et (5), 64(1) à (3), (5) et (6), 65(1) à (4), art. 66, 68, 70 à 72, 75 à 77, 80 à 84, 87 à 90, par. 91(3) à (5), (7) et (8), 92(2) à (6), art. 93, 94, par. 95(2) et (3), art. 97 à 102, 104 à 106, 111 à 113, par. 115(2), (3), art. 116, 121 à 124, 126, par. 130(3), art. 133, 135 à 141, par. 142(1), (3), art. 144, 145, par. 146(2), 147(2), art. 148 à 150, par. 151(2), (3), art. 153, 156, 159, par. 161(2), (3), 162(2), art. 165 à 167, la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), par. 169(2), art. 170, 175, par. 176(1), (2) et (4), art. 180, 181, 183 à 189, 192, par. 193(2), 194(2) et (3), art. 196, 197, par. 198(2) et (3), art. 200, par. 201(2), art. 204 à 226, 228 et 229 en vigueur à la sanction 14.09.99;

O

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34 (suite)

- la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), art. 55 à 60, par. 62(1) et (3), art. 63, par. 64(4), art. 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 et 86, par. 91(1), (2) et (6) et 92(1), art. 107 à 110, par. 115(1), art. 117, par. 118(1), art. 119, par. 120(1) et (2), art. 127 et 134, par. 142(2), art. 143, par. 146(1), 147(1) et 162(1), art. 163 et 164, la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), art. 171, par. 172(1), art. 173, par. 174(1), art. 177, 182 et 190, par. 193(1) et 194(1), art. 195, par. 201(1) et art. 202 et 203 en vigueur 01.01.2000 voir TR/99-138;
 - par. 65(5) en vigueur 21.06.99 voir par. 230(1);
 - par. 95(1), art. 96, par. 151(1), art. 152, par. 198(1) et art. 199 en vigueur 01.04.2000 voir TR/99-138;
 - art. 103 en vigueur 01.10.99 voir par. 230(2);
 - art. 114 et 227 en vigueur 01.10.2000 voir TR/99-138;
 - art. 125, par. 176(3) en vigueur 01.01.2001 voir TR/99-138
 - art. 154 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21;
 - par. 172(2) et l'art. 191 en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17a);
 - par. 172(3) abrogé avant son entrée en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, art. 15;
 - divisions 6b)(ii)(L), (O) et (P) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4) en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17b);
 - divisions 6b)(ii)(M) et (N) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4), en vigueur 26.10.2006 voir TR2006-116;
 - par. 174(2) en vigueur 26.20.2006 voir TR/2006-116;
 - art. 178 et 179 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-145
 - (Remarque :
par. 118(2), 120(3) et art. 128 à 132, 160 et 168 abrogés avant leur entrée en vigueur voir respectivement 2003, ch. 26, art. 38 à 40, 42 et 43;
 - art. 155, 157, 158, par. 161(1) et (4) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 230 – Non en vigueur
- Voir aussi l'art. 231.
- EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
- EEV, 2003, ch. 26, art. 38 à 40 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21; art. 42 et 43 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 71 – Non en vigueur

- EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29
- EEV, 2005, ch. 30, art. 47 à 50 en vigueur à la sanction 29.06.2005
- EEV, 2006, ch. 4, art. 217 en vigueur à la sanction 22.06.2006
- EEV, 2006, ch. 9, art. 296 et 297 en vigueur à la sanction 12.12.2006; art. 295 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-15
- EEV, 2009, ch. 2, art. 381 et 382 en vigueur à la sanction 12.03.2009
- EEV, 2009, ch. 23, art. 358 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 336 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87
- EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1763 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14
- EEV, 2013, ch. 33, art. 231 en vigueur à la sanction 26.06.2013

**Office d'investissement du régime de pensions
du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40**
(*Canada Pension Plan Investment Board Act*)

Le ministre des Finances

- art. 2**, 1999, ch. 3, art. 19; 2002, ch. 7, art. 112(A); 2003, ch. 5, art. 12
- art. 3**, 2003, ch. 22, al. 224s)(A); 2009, ch. 23, art. 317
- art. 5**, 2003, ch. 5, art. 13
- art. 6.1**, ajouté, 2003, ch. 5, art. 14
- art. 10**, 2013, ch. 40, art. 277
- art. 37**, 2003, ch. 5, art. 15; abrogé, 2009, ch. 31, art. 44
- art. 50**, 2003, ch. 5, art. 16
- art. 51**, 2003, ch. 5, art. 17
- art. 53**, 2009, ch. 31, art. 45
- art. 56**, 2003, ch. 5, art. 18
- disposition transitoire, 2003, ch. 5, art. 19
- EEV, 1997, ch. 40,
- art. 1 à 57, 89 à 91 et 108 et 109 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-24
 - art. 58 et 59, 61, 69 à 71, 74 et 76, par. 77(1) et les art. 81, 83, 92 à 94 et 96 à 98 en vigueur 01.01.98 voir TR/98-24
 - art. 60, 62 à 68, 72, 73, 75, par. 77(2), art. 78 à 80, 82, 85, 85.1, le par. 90(2) du *Régime de pensions du Canada* édicté par l'art. 86, l'art. 90.2 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, 88, 95, 99, 102 à 105, le par. 44(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté

O

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40 (suite)

par l'art. 106, et l'art. 44.2 de cette loi, édicté par l'art. 107, entrent en vigueur à la sanction 18.12.97

— l'art. 84, le par. 90(3) du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 86, l'art. 90.1 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, les art. 100 et 101, le par. 44(4) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.1 de cette loi, édicté par l'art. 107, en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16

EEV, 1999, ch. 3, art. 19 en 01.04.99 voir art. 92

EEV, 2002, ch. 7, art. 112 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

EEV, 2003, ch. 5,

— par. 12(1), art. 13 et 15 à 17, par. 18(1) et art. 19 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-31

— par dérogation au par. 114(4) du *Régime de pensions du Canada* par. 12(2), art. 14 et par. 18(2) entrent en vigueur trois ans après la date d'entrée en vigueur de l'art. 19 (art. 19 en vigueur 01.04.2004) date d'entrée en vigueur 01.04.2007 voir par. 20(2)

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2009, ch. 23 (sanction : 23.06.2009), par. 317(1) en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87; par. 317(2) entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 372(2) – Non en vigueur

EEV, 2009, ch. 31,

— par. 45(1) réputé entré en vigueur 01.04.1998 voir art. 46;

— art. 44 et par. 45(2) en vigueur 31.12.2011 voir TR/2011-116

Voir aussi les différentes dispositions d'application

EEV, 2013, ch. 40, art. 277 entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 278 – Non en vigueur

Office de financement de l'assurance-emploi du Canada, Loi sur l' — 2008, ch. 28, art. 121

(*Canada Employment Insurance Financing Board Act*)

LOI ABROGÉE, 2013, ch. 40, art. 137 (en vigueur)

art. 2, 2012, ch. 31, art. 442

art. 3, 2009, ch. 23, art. 314; 2012, ch. 31, art. 443

art. 4, 2012, ch. 19, art. 617

art. 9, 2009, ch. 2, art. 377

art. 10, 2012, ch. 31, art. 444

art. 14, 2010, ch. 12, art. 2207; 2012, ch. 19, art. 618

art. 37, ajouté, 2012, ch. 31, par. 445(1), abrogé, ch. 31, par. 445(2)

art. 38, ajouté, 2012, ch. 31, par. 445(1), abrogé, ch. 31, par. 445(2)

art. 39, ajouté, 2012, ch. 31, par. 445(1), abrogé, ch. 31, par. 445(2)

disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 348 (abrogée)

dispositions générales, 2012, ch. 31, art. 446 et 447 (suspension, articles inopérants) et 448 (fin de la suspension par décret)

dispositions transitoires, 2008, ch. 28, art. 122 et 123

dispositions transitoires, 2012, ch. 31, art. 449 et 452 à 460 (art. 454, dissolution de l'Office)

EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), la loi, à l'exception de l'al. 4a), édicté par l'art. 121, et l'art. 123, en vigueur 20.06.2008 voir TR/2008-76; l'al. 4a) édicté par l'art. 121 et l'art. 122 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) mais voir l'erratum, Vol. 144, n° 22, p. 2002 re date du C.P.

EEV, 2009, ch. 2, art. 377 en vigueur à la sanction 12.03.2009

EEV, 2009, ch. 23, art. 348 en vigueur à la sanction 23.06.2009 [mais abrogé par 2013, ch. 40, art. 138]; art. 314 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87

EEV, 2010, ch. 12, art. 2207 en vigueur à la sanction 12.07.2010

EEV, 2012, ch. 19, art. 617 et 618 en vigueur à la sanction 29.06.2012

EEV, 2012, ch. 31, art. 444, par. 445(1) et art. 446 et 448 en vigueur à la sanction 14.12.2012;

— par. 442(1), 443(1), 445(2) et art. 447 et 452 à 460 en vigueur 07.03.2013 voir TR/2013-24;

— par. 442(2) et 443(2) et art. 448 et 449 abrogés avant leur entrée en vigueur voir respectivement 2013, ch. 40, art. 152 à 154.

— par. 463(2) abrogé avant son entrée en vigueur voir 2013, ch. 40, art. 156.

EEV, 2013, ch. 40, art. 137 et 152 à 154 en vigueur à la sanction 12.12.2013.

Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest, Loi sur l' — 2013, ch. 14, art. 11

(*Northwest Territories Surface Rights Board Act*)

Déposé par le ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien

EEV, 2013, ch. 14, art. 11, art. 1 à 7, 9 à 32 et 94 à 101 en vigueur à la sanction 19.06.2013; art. 8 et 33 à 93 en

O

vigueur 29.06.2015 ou, si elle est antérieure, à la date fixée par décret *voir* art. 20

Office des droits de surface du Yukon, Loi sur l' — 1994, ch. 43

(*Yukon Surface Rights Board Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 283 (Non en vigueur)
art. 2, 1999, ch. 31, art. 227
art. 5, 2003, ch. 7, art. 131
art. 10, 2013, ch. 14, art. 12
art. 11, 2013, ch. 14, art. 13
art. 15, 2003, ch. 22, al. 224z.86)(A)
art. 15.1, ajouté, 2013, ch. 14, art. 14
art. 18, 2013, ch. 14, art. 15
art. 23, 2012, ch. 19, art. 185; 2013, ch. 14, art. 16
art. 40, 1998, ch. 5, art. 15(F)
art. 65, 1998, ch. 5, art. 16; 2002, ch. 7, art. 270
art. 75, 1998, ch. 5, art. 17(F)
art. 76, 2002, ch. 8, art. 181, ch. 10, art. 192(F) et 202(F)
art. 78, 1998, ch. 5, art. 18; 2002, ch. 7, art. 271
annexe I, DORS/98-178; DORS/99-14; DORS/2002-378; DORS/2004-10; DORS/2005-70
partie I,
art. 11, ajouté, DORS/2005-402
partie II,
art. 11, ajouté, DORS/2005-402
disposition de coordination, 2002, ch. 10, art. 202
disposition de coordination, 2003, ch. 7, par. 133(7)
dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 117 et 119
disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 201 (application *re* par. 23(5))
EEV, 1994, ch. 43 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
EEV, 1998, ch. 15, art. 15, 17 et 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 16 et 18 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)
EEV, 1999, ch. 31, art. 227 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, art. 270 et 271 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48; art. 283 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285(3) – Non en vigueur
EEV, 2002, ch. 8, art. 181 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
EEV, 2002, ch. 10, art. 192 et 202 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2003, ch. 7,
— art. 133 en vigueur à la sanction 13.05.2003;
— art. 131 en vigueur 13.11.2004 *voir* art. 134.
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2012, ch. 19, art. 185 et 201 en vigueur à la sanction 29.06.2012
EEV, 2013, ch. 14, art. 12 à 16 en vigueur à la sanction 19.06.2013

Office national de l'énergie, Loi sur l'

— **L.R. (1985), ch. N-7**

(*National Energy Board Act*)

Le ministre des Ressources naturelles (1994, ch. 41, par. 37(2)); le ministre des Transports (art. 108 à 111)

art. 2, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299; 1990, ch. 7, art. 1; 1994, ch. 24, al. 34(1)*m*(F); 1996, ch. 10, art. 237, ch. 31, art. 90; 2004, ch. 25, art. 147; 2012, ch. 19, art. 69, ch. 31, art. 337
art. 2.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 2
art. 3, 1990, ch. 7, art. 3; 1991, ch. 27, art. 1; 2001, ch. 27, art. 262
art. 4, 2012, ch. 19, art. 70 et al. 99a)(A)
art. 6, 1990, ch. 7, art. 4; 2012, ch. 19, art. 71
art. 7, 1991, ch. 27, art. 2; 2012, ch. 19, art. 72
art. 8, 2012, ch. 19, art. 73
art. 9, 1994, ch. 10, art. 19; 2000, ch. 20, art. 27; 2003, ch. 22, al. 224z.56)(A) et 225z.10)(A); 2013, ch. 40, art. 200
art. 11, 2012, ch. 19, art. 74
art. 12, 1990, ch. 7, art. 5
art. 14, 1990, ch. 7, art. 6; 2012, ch. 19, art. 75
art. 15, 1990, ch. 7, art. 7; 2012, ch. 19, art. 76 et al. 99b)(A)
art. 16, 1990, ch. 7, art. 8; 2012, ch. 19, art. 77
art. 16.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 20
art. 16.2, 2004, ch. 15, art. 82
art. 16.3, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2149
art. 18, 2007, ch. 35, art. 152(A)
art. 19, 2012, ch. 19, art. 78
art. 20, 1990, ch. 7, art. 9(A); 2012, ch. 19, art. 79
art. 21, 1990, ch. 7, art. 10; 1994, ch. 10, art. 21
art. 21.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10
art. 21.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10
art. 22, 1990, ch. 7, art. 11; 2012, ch. 19, art. 80
art. 24, 1990, ch. 7, art. 12; 2012, ch. 19, art. 81

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

art. 24.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 13; 1991, ch. 24, art. 51, ann. III, art. 8
art. 25, 2007, ch. 35, art. 153
art. 26, 1994, ch. 10, art. 22; 2004, ch. 15, art. 83
partie II.1, (art. 28.1 à 28.8), ajoutée, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.2, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.3, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.5, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.6, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.7, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.8, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 29, 2001, ch. 4, art. 102
art. 32, 1990, ch. 7, art. 15
art. 34, 2004, ch. 25, art. 148(A)
art. 42, 2004, ch. 25, art. 149
art. 41, 1990, ch. 7, art. 16
art. 47, 1996, ch. 10, art. 237.1
art. 48, 1990, ch. 7, art. 17; 1994, ch. 10, art. 24; 2004, ch. 15, art. 84; 2012, ch. 19, art. 82
art. 49, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 85
art. 50, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 25, art. 150(A)
art. 51.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 86(A)
art. 51.2, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51.3, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 52, 1990, ch. 7, art. 18; 1996, ch. 10, art. 238; 2012, ch. 19, art. 83
art. 53, 2012, ch. 19, art. 83
art. 54, 1990, ch. 7, art. 19; 2012, ch. 19, art. 83
art. 55, abrogé, 1990, ch. 7, art. 20; ajouté, 2012, ch. 19, art. 83
art. 55.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 83
art. 55.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 83
art. 57, 1990, ch. 7, art. 21(F)
art. 58, 1990, ch. 7, art. 22; 2004, ch. 25, art. 151; 2012, ch. 19, art. 84
partie III.1 :
art. 58.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.11, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.12, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 87
art. 58.13, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.14, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23

art. 58.15, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.16, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2012, ch. 19, art. 85
art. 58.17, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.18, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.19, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.21, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.22, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.23, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.24, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.25, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 25, art. 152
art. 58.26, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.27, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2012, ch. 19, art. 86
art. 58.271, ajouté, 2012, ch. 19, art. 86
art. 58.28, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.29, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 239; 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.3, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 240; 2012, ch. 19, art. 87, ch. 31, art. 338
art. 58.301, ajouté, 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.302, ajouté, 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.303, ajouté, 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.304, ajouté, 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.305, ajouté, 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.31, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 88
art. 58.32, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2012, ch. 19, art. 88
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.34, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.35, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.36, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.37, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.38, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.39, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.4, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.5, ajouté, 1990, ch. 7, art. 24
art. 60, 1996, ch. 10, art. 241
art. 69, 1996, ch. 10, art. 242; 2004, ch. 25, art. 153(A)
art. 70, 1996, ch. 10, art. 243
art. 71, 1996, ch. 10, art. 243.1; 2012, ch. 19, art. 89
art. 73, 2004, ch. 25, art. 154
art. 74, 2004, ch. 25, art. 155
art. 77, 2004, ch. 25, art. 156(A); 2012, ch. 19, art. 90
art. 78, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6
art. 78.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 87; 2002, ch. 7, art. 210
art. 80, 2004, ch. 25, art. 157
art. 81, 2004, ch. 15, art. 89(A)
art. 82, 2004, ch. 15, art. 90
art. 84, 2001, ch. 4, art. 103(A)

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

- art. 86**, 2001, ch. 4, art. 104
art. 87, 2004, ch. 25, art. 158(A)
art. 92, 1994, ch. 43, art. 88; 2012, ch. 19, al. 99c)(A)
art. 93, 2012, ch. 19, al. 99d)(A)
art. 97, 2004, ch. 25, art. 159
art. 97.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 89; 2002, ch. 7, art. 211
art. 99, 1990, ch. 7, art. 25(F)
art. 101, 2002, ch. 8, al. 183(1)o)
art. 106, 2004, ch. 25, art. 160
art. 108, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 359, ann., n^o 6; 1990, ch. 7, art. 26(A); 1996, ch. 10, art. 244; 2012, ch. 19, art. 91
art. 109, 1990, ch. 7, art. 27; 2012, ch. 19, art. 91, ch. 31, art. 339
art. 110, 2012, ch. 19, art. 91
art. 111, 2001, ch. 4, art. 105; 2004, ch. 25, art. 161; 2012, ch. 19, art. 91
art. 111.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 91
art. 111.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 91
art. 111.3, ajouté, 2012, ch. 19, art. 91
art. 111.4, ajouté, 2012, ch. 19, art. 91
art. 112, 1990, ch. 7, art. 28; 1994, ch. 10, art. 26; 1999, ch. 31, art. 167; 2004, ch. 15, art. 91; 2012, ch. 19, art. 92
art. 113, abrogé, 1990, ch. 7, art. 28
art. 114, 2001, ch. 4, art. 106
art. 116, 1990, ch. 7, art. 29
art. 117, 1990, ch. 7, art. 31
art. 118, 1990, ch. 7, art. 32; 2012, ch. 19, art. 93
art. 119, 1990, ch. 7, art. 33
art. 119.01, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 1993, ch. 44, art. 186; 1997, ch. 14, art. 82; 2001, ch. 28, art. 54
art. 119.02, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.03, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.04, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2004, ch. 15, art. 92
art. 119.05, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.06, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2012, ch. 19, art. 94
art. 119.07, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.08, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2012, ch. 19, art. 95
art. 119.09, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.091, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.092, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.093, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.094, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2012, ch. 19, art. 96
art. 119.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 35; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 36; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.5, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 37; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.6, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.7, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
section III.1, ajouté (art. 120 à 120.5), 1993, ch. 44, art. 188
art. 120, 1988, ch. 65, art. 143; abrogé, 1990, ch. 7, art. 38; ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 83; 2001, ch. 28, art. 55
art. 120.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 84; 2001, ch. 28, art. 56
art. 120.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57
art. 120.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57
art. 120.4, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 86; 2001, ch. 28, art. 58
art. 120.5, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 87; 2001, ch. 28, art. 59; 2012, ch. 19, art. 97
art. 121, 2004, ch. 25, art. 162
art. 122, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3), ann. III, n^o 6
art. 123, 1996, ch. 31, art. 91; 2004, ch. 25, art. 163(F)
art. 126, 1990, ch. 7, art. 40(A)
art. 127, 1990, ch. 7, art. 41(A)
art. 129, 1990, ch. 7, art. 42; 2004, ch. 25, art. 164(F)
art. 131, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43; ajouté, 2004, ch. 15, art. 93
art. 132, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43
art. 134, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 135, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 136, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 137, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 138, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 139, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 140, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 141, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 142, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 143, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 144, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 145, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 146, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 147, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 148, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 149, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 150, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 151, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

art. 152, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 153, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
art. 154, ajouté, 2012, ch. 19, art. 98
 disposition de coordination, 2012, ch. 31, par. 349(1) à (7)
 disposition générale, 1994, ch. 24, par. 34(2)(F)
 disposition générale, 1996, ch. 10, art. 245
 disposition générale, 2012, ch. 19, art. 68(F)
 dispositions transitoires, 1990, ch. 7, art. 44 à 48
 (*Remarque* : art. 46 abrogé par 2012, ch. 19, art. 114)
 dispositions transitoires, 1991, ch. 27, art. 3
 dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 25; 2002, ch. 7, art. 118 et 119
 dispositions transitoires, 2012, ch. 19, art. 100 à 109
 EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3) en vigueur 10.11.86
voir TR/86-206
 EEV, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6 en vigueur 09.10.86 *voir* TR/86-193
 EEV, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299 et 359 en vigueur 01.01.88 *voir* TR/88-26
 EEV, 1988, ch. 65, art. 142, 143 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9
 EEV, 1990, ch. 7
 — la présente loi, à l'exception des art. 13, 20, 25 et 27, entre en vigueur le 01.06.90 *voir* TR/90-66
 — les art. 13 et 20 entrent en vigueur le 01.01.91 *voir* TR/90-174
 — l'art. 25 est réputé entré en vigueur le 12.12.88 *voir* par. 52(3)
 — l'art. 27 en vigueur à la sanction 29.03.90
 EEV, 1991, ch. 24, art. 8 de l'ann. III, édictée par art. 51, abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3
 EEV, 1991, ch. 27, art. 1 et 2 en vigueur 01.11.91 *voir* TR/91-145; art. 3 et 4 en vigueur à la sanction 21.06.91
 EEV, 1993, ch. 44, art. 186 à 188 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1
 EEV, 1994, ch. 10, art. 19 à 26 en vigueur à la sanction 12.05.94
 EEV, 1994, ch. 24, art. 34(F) en vigueur à la sanction 23.06.94
 EEV, 1994, ch. 43, art. 87 à 89 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
 EEV, 1996, ch. 10, art. 237 à 245 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
 EEV, 1996, ch. 31, art. 90 et 91 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
 EEV, 1997, ch. 14, art. 82 à 87 en vigueur 05.07.97 *voir* TR/97-86
 EEV, 1999, ch. 31, art. 167 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 1998, ch. 5, art. 25 en vigueur à la sanction 12.05.98
 EEV, 2000, ch. 20, art. 27 en vigueur 30.09.2000 *voir* TR/2000-67
 EEV, 2001, ch. 4, art. 102 à 106 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2001, ch. 27, art. 262 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
 EEV, 2001, ch. 28, art. 54 à 59 en vigueur 01.11.2002 *voir* TR/2002-146
 EEV, 2002, ch. 7, art. 118, 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48; art. 210 et 211 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285 – Non en vigueur
 EEV, 2002, ch. 8, art. 183 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 15, art. 82 à 93 en vigueur 20.04.2005 *voir* TR/2005-37
 EEV, 2004, ch. 25, art. 147 à 164 en vigueur à la sanction 15.12.2004
 EEV, 2007, ch. 35, art. 152 et 153 en vigueur à la sanction 14.12.2007
 EEV, 2010, ch. 12, art. 2149 en vigueur à la sanction 12.07.2010
 EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), art. 68 à 85, 89, 90, 92 à 97, 99 à 109 et 114 en vigueur 06.07.2012 *voir* TR/2012-57; art. 86 à 88, 91 et 98 en vigueur 03.07.2013 *voir* TR/2013-69.
 EEV, 2012, ch. 31, art. 349 en vigueur à la sanction 14.12.2012; art. 338 et 339 abrogés avant leur entrée en vigueur *voir respectivement* par. 349(3) et (6); art. 337 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 350 – Non en vigueur
 EEV, 2013, ch. 40 (sanction : 12.12.2013), art. 200 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 203 – Non en vigueur.

Offices de commercialisation des produits de ferme, voir Offices des produits agricoles, Loi sur les

(*Farm Products Marketing Agencies Act*)

O

**Offices des produits agricoles, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. F-4**

[Ancienne appellation : Offices de commercialisation des
produits de ferme]

(*Farm Products Agencies Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1993, ch. 3, art. 1
art. 1, 1993, ch. 3, art. 2
art. 2, 1993, ch. 3, art. 3 et al. 13a); 1994, ch. 38, al. 25(1)o)
art. 3, 1993, ch. 3, art. 5; 2010, ch. 12, art. 1731
art. 5, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)
art. 6, 1993, ch. 3, art. 6
art. 7, 1993, ch. 3, art. 7
art. 8, 1993, ch. 3, art. 8
art. 14, 2003, ch. 22, art. 166(A)
art. 16, 1993, ch. 3, al. 13b); 2011, ch. 25, art. 35
art. 17, 1993, ch. 3, art. 9 et al. 13c)
art. 22, 1993, ch. 3, al. 13d) et e); 2001, ch. 4, art. 82; 2004,
 ch. 25, art. 140
art. 26, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)
art. 32, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50
art. 34, 1993, ch. 3, art. 11
art. 37, 1993, ch. 3, al. 13g); 2004, ch. 25, art. 141
partie III, (art. 39 à 46), ajoutée, 1993, ch. 3, art. 12
art. 39, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12
art. 40, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12
art. 41, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12
art. 42, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12; 2001, ch. 4, art. 83;
 2004, ch. 25, art. 142
art. 43, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12
art. 44, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12
art. 45, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12
art. 46, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12
 disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)
 EEV, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50 en vigueur 19.06.86
voir TR/86-109
 EEV, 1993, ch. 3, art. 1 à 13 en vigueur à la sanction
 25.02.93
 EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9
 EEV, 2001, ch. 4, art. 82 et 83 en vigueur 01.06.2001 *voir*
 TR/2001-71
 EEV, 2003, ch. 22, art. 166 et 224 en vigueur 01.04.2005
voir TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 25, art. 140 à 142 en vigueur à la sanction
 15.12.2004
 EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1731 en
 vigueur 16.03.2012 *voir* TR/2012-14

EEV, 2011, ch. 25 (sanction : 15.12.2011), art. 35 (Partie 2)
 en vigueur 01.08.2012 *voir* TR/2011-120

**Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la
convention concernant les — 1994, ch. 22**

(*Migratory Birds Convention Act, 1994*)

**Le ministre de l'Environnement ou, pour toute mesure
ayant trait au pipe-line du Nord, le membre du Conseil
privé de la Reine pour le Canada chargé de
l'application de la Loi sur le pipe-line du Nord**

art. 2, 2005, ch. 23, art. 1, 43 et 44; 2009, ch. 14, art. 94
art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 2
art. 4, 2005, ch. 23, art. 3
art. 5.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 45
art. 5.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 46
art. 5.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 47(A)
art. 5.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4
art. 5.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4
art. 6, 2005, ch. 23, art. 5
art. 6.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 95
art. 7, 2005, ch. 23, art. 6; 2009, ch. 14, art. 96
art. 8, 2005, ch. 23, art. 7
art. 8.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7
art. 8.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7; 2009, ch. 14, art. 97(F)
art. 8.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7
art. 9, 2003, ch. 22, al. 224z.49)(A)
art. 10, 2009, ch. 14, art. 98(F)
art. 11, 2009, ch. 14, art. 99
art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 29, art. 138
art. 11.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.25, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.26, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.27, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.28, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.29, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.3, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 12, 2001, ch. 34, art. 53(A); 2005, ch. 23, art. 8; 2009,
 ch. 14, art. 101
art. 13, 2005, ch. 23, art. 9; 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.01, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.02, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.03, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

O

Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la convention concernant les — 1994, ch. 22 (suite)

art. 13.04, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.05, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.06, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.07, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.08, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.09, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.14, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.15, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.16, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.17, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.18, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.19, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 14, 2005, ch. 23, art. 10(A)
art. 15, 2005, ch. 23, art. 11(A)
art. 16, 2005, ch. 23, art. 12; 2009, ch. 14, art. 103
art. 17, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27; 2005, ch. 23, art. 13(A)
art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 14; 2009, ch. 14, art. 104
art. 18, 2009, ch. 14, art. 105
art. 18.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15 et 48
art. 18.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15; abrogé, 2009, ch. 14, art. 107
art. 19, abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1; 2003, ch. 22, al. z.49(A)
art. 19.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 16
annexe : ajoutée, DORS/2000-189
dispositions de coordination, 2005, ch. 23, art. 43 à 48
disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26
EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays *voir* par. 86(2) et *aussi* 1996, ch. 7, art. 42 – Non en vigueur
EEV, 1994, ch. 22 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 et art. 26 en vigueur 03.09.96 *voir* TR/96-79
EEV, DORS/2000-189 en vigueur 17.05.2000 *voir* art. 2

EEV, 2001, ch. 34, art. 53 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 29, art. 138 en vigueur 24.03.2003 *voir* TR/2003-43
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 23, art. 43 à 48 en vigueur à la sanction 19.05.2005; art. 1 à 16 en vigueur 28.06.2005 *voir* TR/2005-62
EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 94 à 100 et 103 à 107 en vigueur 10.12.2010 *voir* TR/2010-91; art. 101 et 102 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 128 – Non en vigueur

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7

[Ancienne appellation : Production et la rationalisation de l'exploitation du pétrole et du gaz, Loi sur la] *(Canada Oil and Gas Operations Act)*

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien; et le ministre des Ressources naturelles

titre intégral, 1992, ch. 35, art. 1
art. 1, 1992, ch. 35, art. 2
art. 2, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 118; 1992, ch. 35, art. 3; 1994, ch. 41, al. 37(1)s); 2007, ch. 35, art. 145; 2012, ch. 19, art. 116
art. 2.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 4; 2007, ch. 35, art. 146; 2012, ch. 19, art. 117
art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118, cette modification a été modifiée avant son entrée en vigueur par 1998, ch. 15, art. 36(A); 1996, ch. 31, art. 93; 1998, ch. 5, art. 11, ch. 15, al. 49b)
art. 3.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1
art. 3.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1
art. 4, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 119; 1992, ch. 35, art. 6
art. 4.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 147
art. 4.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 7; 1994, ch. 10, art. 2; 2012, ch. 19, art. 118
art. 5, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 120; 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, art. 3 et al. 15a)
art. 5.01, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 43, art. 90; 1998, ch. 5, art. 12; 2002, ch. 10, art. 190; 2013, ch. 14, art. 18
art. 5.011, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119
art. 5.012, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119
art. 5.013, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

art. 5.014, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119
art. 5.015, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119
art. 5.02, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15*b*)
art. 5.03, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15*b*)
art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 9; 1994, ch. 10, art. 4 et al. 15*c*)
art. 5.11, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15*d*)
art. 5.12, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15*d*)
art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 11
art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1994, ch. 10, art. 5; 2007, ch. 35, art. 148
art. 5.31, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.32, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.33, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.34, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.35, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.36, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.37, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.4, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12; 1994, ch. 10, art. 6; 2012, ch. 19, art. 120(A)
art. 5.5, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12
art. 5.6, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12
art. 6, 1994, ch. 41, al. 37(1*s*); 2003, ch. 22, al. 224*r*)(A)
art. 7, 1994, ch. 41, al. 37(1*s*), al. 38(1*g*); 2003, ch. 22, al. 224*r*)(A)
art. 9, 2003, ch. 22, art. 127(A)
Partie 0.1 (art. 13.01 à 13.17)
art. 13.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.02, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.03, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.04, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.05, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.06, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.07, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.08, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.09, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.1, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.11, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.12, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.13, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.14, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.15, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.16, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.17, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
Partie I (art. 14 à 28)
art. 14, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 122; 1992, ch. 35, art. 14; 1994, ch. 10, art. 7
art. 16, 1992, ch. 35, art. 15

art. 16.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 15
art. 17, 1992, ch. 35, art. 16
art. 18, 1994, ch. 10, al. 15*e*)
art. 19, 1992, ch. 35, art. 17
art. 20, 1992, ch. 35, art. 18(F)
art. 21, 1992, ch. 35, art. 19(F); 1994, ch. 10, art. 8
art. 22, 1992, ch. 35, art. 20(F); 1994, ch. 10, art. 8
art. 23, abrogé, 1994, ch. 10, art. 8
art. 24, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 123; ch. 6 (3^e suppl.), art. 92; 1992, ch. 35, art. 22; 2001, ch. 6, art. 117; 2001, ch. 26, art. 315 et par. 324(10)
art. 25, 1992, ch. 35, art. 23; 1994, ch. 10, art. 9
art. 26, 1992, ch. 35, art. 24
art. 27, 1992, ch. 35, art. 25; 1994, ch. 10, art. 10
art. 28, 1989, ch. 3, art. 46; 1992, ch. 35, art. 26; 2003, ch. 22, art. 128
Partie II (art. 29 à 48)
art. 29, 1992, ch. 35, art. 27(F)
art. 30, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 124; 1991, ch. 50, art. 35; 2001, ch. 4, art. 163
art. 37, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 125; 1991, ch. 50, art. 36; 2001, ch. 4, art. 164
art. 42, 1992, ch. 35, art. 28(A)
Partie III (art. 49 à 74)
art. 52, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 126
art. 53, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 11
art. 54, 1992, ch. 35, art. 29
art. 55, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, al. 15*f*)
art. 56, 1992, ch. 35, art. 29
art. 57, 1992, ch. 35, art. 29
art. 58, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; L.R., L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 127; 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 12
art. 58.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
art. 58.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
art. 60, 1992, ch. 35, art. 30; 1994, ch. 10, art. 13
art. 61, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
art. 62, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
art. 63, 1994, ch. 10, art. 14
art. 64, abrogé, 1992, ch. 35, art. 31
art. 67, abrogé, 1992, ch. 35, art. 32
art. 72, abrogé, 1992, ch. 35, art. 33
art. 72.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 128
disposition de coordination, 2001, ch. 26, art. 324
disposition de coordination, 2012, ch. 31, par. 349(1), (8) et (9)
dispositions générales, 1994, ch. 41, par 37(2), 38(2)
dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 118 et 119

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

EEV, L.R., ch. O-7, art. 39 à 47 en vigueur 31.07.2010 *voir* TR/2010-50

EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 15.04.85 *voir* TR/85-211

EEV, L.R., ch. 36 (2^e suppl.) les art. 118 à 128 proclamés en vigueur le 15.02.87 dans toutes les terres domaniales, *sauf* les parties visées à l'annexe *voir* TR/87-63; les art. 118 à 128 entrent en vigueur le 01.12.87 dans les terres domaniales visées à l'annexe *voir* TR/87-244

EEV, L.R., ch. 6 (3^e suppl.), art. 92 en vigueur 24.04.89 *voir* TR/89-106

EEV, 1989, ch. 3, art. 46 en vigueur 29.03.90 *voir* TR/90-63

EEV, 1991, ch. 50, art. 35 et 36 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151

EEV, 1992, ch. 35, art. 1 à 33 en vigueur 01.09.92 *voir* TR/92-154

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79

EEV, 1994, ch. 10, art. 1 à 15 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10

EEV, 1994, ch. 43, art. 90 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19

EEV, 1996, ch. 31, art. 93 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21

EEV, 1998, ch. 5, art. 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 11 et 12 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)

EEV, 1998, ch. 15, art. 36, 49 en vigueur à la sanction 11.06.98 mais la modification prévue par l'al. 49*b*) prend effet le 01.04.99

EEV, 2001, ch. 4, art. 163 et 164 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2001, ch. 6 (sanction : 10.05.2001), art. 117 en vigueur 08.08.2001 *voir* art. 131.

EEV, 2001, ch. 26, art. 324 en vigueur à la sanction 01.11.2001; art. 315 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65

EEV, 2002, ch. 7, art. 118 et 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

EEV, 2002, ch. 10, art. 190 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2003, ch. 22, art. 127, 128 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2007, ch. 35, art. 145 à 150 en vigueur à la sanction 14.12.2007

EEV, 2012, ch. 19, art. 120 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 116 à 119 en vigueur 03.07.2013 *voir* TR/2013-69.

EEV, 2012, ch. 31, art. 349 en vigueur à la sanction 14.12.2012

EEV, 2013, ch. 14 (sanction : 19.06.2013), art. 18 en vigueur 19.06.2015 ou, si elle est antérieure, à la date fixée par décret *voir* art. 20.

Opérations portuaires, Loi de 1986 sur les — 1986, ch. 46

(Maintenance of Ports Operations Act, 1986)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 *voir aussi* 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1986, ch. 46, la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction royale (18.11.86) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de 1994 sur les — 1994, ch. 1

(West Coast Ports Operations Act, 1994)

Le ministre du Travail (TR/95-36)

EEV, 1994, ch. 1 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 08.02.94) *voir* art. 20

Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de 1995 sur les — 1995, ch. 2

(West Coast Ports Operations Act, 1995)

Le ministre du Travail

EEV, 1995, ch. 2 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 16.03.95) *voir* art. 16

Opérations portuaires sur la côte ouest, Loi de 1982 — 1980-81-82-83, ch. 126

(West Coast Ports Operations Act, 1982)

O

**Opérations transfrontalières intégrées de
contrôle d'application de la loi, Loi sur les
— 2012, ch. 19, art. 368**

*(Integrated Cross-border Law Enforcement Operations
Act)*

Déposé par le Ministre des Finances

EEV, 2012, ch. 19, art. 368 (sanction : 29.06.2012), la loi en
vigueur 20.08.2012 voir TR/2012-68

**Ordonnances et des ententes familiales, Loi
d'aide à l'exécution des
— L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.)**

*(Family Orders and Agreements Enforcement
Assistance Act)*

Le ministre de la Justice

titre intégral, 2000, ch. 12, art. 115

art. 2, 1996, ch. 11, al. 95*f*), 97(2)*b*)(A) et 99*b*); 1997, ch. 1,
art. 16; 1999, ch. 17, art. 158; 2005, ch. 35, al. 66*c*)(A) et
67*b*), ch. 38, al. 138*i*); 2012, ch. 19, sous-al. 694*c*)(i) et
par. 695(2)(A); 2013, ch. 40, art. 229

art. 6, 1996, ch. 11, al. 95*f*) et 97(1)*d*); 2005, ch. 35, art. 53;
2012, ch. 19, sous-al. 694*c*)(ii) et 695(1)*d*)(i); 2013,
ch. 40, art. 230

art. 7, 1993, ch. 8, art. 6

art. 10, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7

art. 11, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7

art. 12, 1993, ch. 8, art. 8

art. 13, 1993, ch. 8, art. 9; 1997, ch. 1, art. 17

art. 14, 1993, ch. 8, art. 10; 1997, ch. 1, art. 18

art. 15, 1996, ch. 11, al. 97(1)*d*) et 99*b*); 1997, ch. 1, art. 19;
1999, ch. 31, art. 91(F); 2005, ch. 35, al. 66*c*); 2005,
ch. 38, art. 111 et 146; 2012, ch. 19, sous-al. 695(1)*d*)(ii);
2013, ch. 40, al. 237(1)*g*)

art. 17, 1993, ch. 8, art. 11

art. 19, 1993, ch. 8, art. 12

art. 19.1, ajouté, 1993, ch. 8, art. 12

art. 22, 1997, ch. 1, art. 20

art. 23, 1992, ch. 1, art. 66; 1993, ch. 8, art. 13(F)

art. 25, 1993, ch. 8, art. 14

art. 28, 1993, ch. 8, art. 15; 1997, ch. 1, art. 21

art. 29, 1992, ch. 8, art. 15

art. 30, 1993, ch. 8, art. 15

art. 36, 1993, ch. 8, art. 16

art. 45, 1993, ch. 8, art. 17

art. 46, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17

art. 47, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17

art. 48, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17

art. 52, 2001, ch. 4, art. 81

art. 61, 1993, ch. 8, art. 18

partie III, (art. 62 à 78), 1997, ch. 1, art. 22

art. 62, 1997, ch. 1, art. 22

art. 63, 1997, ch. 1, art. 22

art. 64, 1997, ch. 1, art. 22

art. 65, 1997, ch. 1, art. 22

art. 66, 1997, ch. 1, art. 22

art. 67, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 68, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 69, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 70, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 71, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 72, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 73, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 74, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 75, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 76, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 77, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 78, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

partie IV, (art. 79 à 82), ajoutée, 1997, ch. 1, art. 22

art. 79, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 80, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 81, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 82, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

annexe, ajouté, 1997, ch. 1, art. 23; DORS/98-511;
DORS/2011-37

disposition transitoire, 1993, ch. 8, art. 19

disposition de coordination, 2005, ch. 38, art. 146

disposition générale, 2012, ch. 19, par. 695(2)

EEV, L.R., ch. 4 (2^e suppl.) loi proclamée en vigueur à
l'exception de la partie II, 30.11.87 voir TR/87-260; partie
II en vigueur 05.05.88 voir TR/88-88

EEV, 1992, ch. 1, art. 66 en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1993, ch. 8, art. 6 à 14 et 16 à 19 en vigueur à la
sanction 25.03.93; art. 15 en vigueur 16.02.94 voir
TR/94-24

EEV, 1996, ch. 11, art. 95, 97 et 99 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-70

EEV, 1997, ch. 1, art. 16 à 23 en vigueur 01.05.97 voir
TR/97-43

EEV, 1999, ch. 17, art. 158 en vigueur 01.11.99 voir
TR/99-111

EEV, 1999, ch. 31, art. 91 en vigueur à la sanction 17.06.99

O

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.) (suite)

EEV, 2000, ch. 12, art. 115 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
 EEV, 2001, ch. 4, art. 81 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2005, ch. 35, art. 53, 66 et 67 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-97
 EEV, 2005, ch. 38, art. 146 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 111 et 138 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 694c) et al. 695(1)d) et par. 695(2) en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17
 EEV, 2013, ch. 40, art. 229 et 230 et al. 237(1)g) en vigueur à la sanction 12.12.2013.

Ordonnances sur la copropriété, Loi de validation sur les — 1985, ch. 46
(Condominium Ordinance Validation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 1985, ch. 46 en vigueur à la sanction 29.10.85

Ordonnances tarifaires sur les fruits et légumes, Loi validant des — 1988, ch. 5
(Fruit and Vegetable Customs Orders Validation)

Le ministre de Revenu national

EEV, 1988, ch. 5 en vigueur à la sanction 22.03.88

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. F-26
(Food and Agriculture Organization of the United Nations Act)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)k)
 disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65

Organisation du gouvernement, Loi de 1966 sur l' (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1966-67, ch. 25

(Government Organization Act, 1966 (see Dept. by name...))

annexe A, 1988, ch. 2, art. 71
 EEV, 1988, ch. 2, art. 71 en vigueur 04.02.88

Organisation du gouvernement, Loi de 1969 (voir le ministère en cause) — 1968-69, ch. 28

(Government Organization Act, 1969)

art. 99, 1988, ch. 2, art. 72
annexe A, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75
 EEV, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75 en vigueur 04.02.88

Organisation du gouvernement, Loi de 1970 (voir le ministère en cause) — S.R.C. 1970, ch. 14 (2^e suppl.)
(Government Organization Act, 1970 (see Dept....))

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32
annexe I, 1988, ch. 2, art. 76; 1992, ch. 1, art. 152
 EEV, 1988, ch. 2, art. 76 en vigueur 04.02.88
 EEV, 1992, ch. 1, art. 152 en vigueur à la sanction 28.02.92

Organisation du gouvernement, Loi de 1979 (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1978-79, ch. 13
(Government Organization Act, 1979 (see Dept....))

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32
annexe, 1988, ch. 2, art. 77; 1992, ch. 1, art. 153
 EEV, 1978-79, ch. 13 loi (*sauf* Partie V) en vigueur 02.04.79 *voir* TR/79-78; Partie V en vigueur 01.08.79 *voir* TR/79-149
 EEV, 1988, ch. 2, art. 77 en vigueur 04.02.88
 EEV, 1992, ch. 1, art. 153 en vigueur à la sanction 28.02.92

O

Organisation du gouvernement (organismes fédéraux), Loi sur l', (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1995, ch. 29*(Government Organization Act (Federal Agencies) (see Dept...))***art. 42**, 1995, ch. 29, art. 43**art. 66**, 1996, ch. 8, art. 23.3

EEV, 1995, ch. 29, art. 7 et 8 sont réputés entrés en vigueur 20.03.95 voir 86(2); art. 76 à 85 sont réputés entrés en vigueur 01.04.95 voir par. 86(3); art. 1 à 3, 6, 9 à 22, 24 à 31, 33 à 75 en vigueur 01.11.95 voir TR/95-115; art. 4 et 5 en vigueur 01.01.96 voir TR/95-115; art. 23 et 32 en vigueur 01.04.96 voir TR/95-115

EEV, 1996, ch. 8, art. 23.3 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69

Organisations à but non lucratif, Loi canadienne sur les — 2009, ch. 23*(Canada Not-for-profit Corporations Act)***Le ministre de l'Industrie (TR/2011-60)****art. 308**, abrogé, 2009, ch. 23, par. 360(2)

Dispositions de coordination, 2009, ch. 23, art. 341 à 360

Dispositions générales, 2009, ch. 23, al. 313z.9) (abrogations), art. 340 (mention de la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, ch. C-32 des S.R.C. de 1970 dans toute loi fédérale) et art. 361 à 371 (abrogations)

Dispositions transitoires, 2009, ch. 23, art. 297 à 299

EEV, 2009, ch. 23, par. 297(2) à (4), (6) et (7) et art. 341 à 360 en vigueur à la sanction 23.06.2009 voir par. 372(1);

— art. 1 à 296, par. 297(1) et (5), art. 298, 299, 303, 305 à 307 et 309, par. 311(2) et (5), art. 312, al. 313z.4), z.6), art. 314 à 316, par. 317(1) et art. 318 à 340 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87;

— art. 300 à 302, 304, 310, 311(1), (3) et (4), art. 313 préc. al. a), les al. c), e), g), i), k), m), o), q), t), v), x), z), z.02), z.04), z.1), z.5) et z.8) et art. 361 à 371 en vigueur 12.03.2010 voir TR/2010-25;

— art. 308 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2009, ch. 23, par. 360(2) de la présente loi;

— al. 313a), b), d), f), h), j), l), n), p), r), s), u), w), y), z.01), z.03), z.05) à z.09), z.2), z.3), z.7) et z.9) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir par. 372(1) – Non en vigueur

— par. 317(2) entre en vigueur en conformité avec le par. 114(4) du *Régime de pensions du Canada* à la date fixée par décret voir par. 372(2) – Non en vigueur**Ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland, Loi sur l' — 1993, ch. 43***(Northumberland Strait Crossing Act)***Le ministre des Transports (TR/99-5)****art. 2**, 1994, ch. 26, art. 47(F); 1996, ch. 16, al. 60(1)o)

EEV, 1993, ch. 43 en vigueur 02.09.93 voir TR/93-185

EEV, 1994, ch. 26, art. 47(F) en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67

Ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. I-20*(International River Improvements Act)***Le ministre de l'Environnement****art. 2**, 2009, ch. 14, art. 89; 2013, ch. 12, art. 13**art. 3**, 2009, ch. 14, art. 90**art. 4**, 2009, ch. 14, art. 91**art. 4.1**, ajouté, 2013, ch. 12, art. 14**art. 5**, abrogé, 2009, ch. 14, art. 91**art. 6**, abrogé, 2009, ch. 14, art. 91**art. 7**, 2009, ch. 14, art. 92**art. 10**, 2009, ch. 14, art. 93**art. 11**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 12**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 13**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 14**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 15**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 16**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 16.1**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 17**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 18**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 19**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 20**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 21**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 22**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93**art. 23**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

O

Ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. I-20 (suite)

art. 24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 25, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 26, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 27, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 28, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 29, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 30, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 31, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 32, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 33, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 34, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 35, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 36, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 37, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 38, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 39, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 40, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 41, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 42, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 43, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 44, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 45, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 46, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 47, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 48, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 49, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 50, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 51, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 52, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 89 à 93 en
vigueur 10.12.2010 *voir* TR/2010-91

EEV, 2013, ch. 12 (sanction : 19.06.2013), art. 13 et 14
entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret
voir art. 15 – Non en vigueur